

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 26/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2025

Contexte et constats

Publié sur 

SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8

46, rue de Lagny
93100 Montreuil

Références : UDRD.2025.06.R.26
Code AIOT : 0005804051

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2025 dans l'établissement SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 implanté Boulevard de l'île aux oiseaux 76530 Grand-Couronne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour but de faire un point sur l'avancement du chantier de remédiation de l'entrepôt, et plus particulièrement la cellule n°1, et d'examiner les possibilités de co-activité en vue de remettre en service l'ouvrage de dépollution des eaux souterraines.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8
- Boulevard de l'île aux oiseaux 76530 Grand-Couronne
- Code AIOT : 0005804051

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 dispose sur son site de Grand-Couronne d'un entrepôt couvert destiné au stockage de matières et produits combustibles divisé en 4 cellules de 5900m² louées à 4 locataires différents. Un incendie s'est déclaré dans l'entrepôt le 16 janvier 2023.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Démantèlement et gestion des déblais	AP de Mesures d'Urgence du 28/07/2023, article 1.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Barrière hydraulique	AP de Mise en Demeure du 12/12/2024, article 1	Sans objet
2	Evacuation des déchets	AP de Mise en Demeure du 12/12/2024, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les deux premiers contrats d'évacuation des déchets de la cellule n°1 contenant du lithium ont été honorés. 2 avenants sont en cours de signature pour terminer l'évacuation complète de ces déchets.

Il n'y a plus d'obstacle lié à la co-activité concernant la remise en place de l'ouvrage de dépollution des eaux souterraines.

D'autres déchets non hydro-réactifs (quelques batteries, quelques fûts et des cendres non hydro-réactives) sont aussi à évacuer dans le cadre de la remise en état de l'entrepôt.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Barrière hydraulique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/12/2024, article 1
Thème(s) : Autre, Ouvrage de dépollution de la nappe
Prescription contrôlée :

AP du 12/12//2024 modifié par AP du 28/02/2025 :

[...] Considérant que l'offre commerciale susvisée mentionne expressément qu'il ne peut y avoir de co-activité autour du chantier de la société Séché Urgences Intervention [...]

La société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 (n°SIRET : 904 768 801 00022), dont le siège social est situé 46 rue de Lagny 93100 MONTREUIL, est mise en demeure de respecter, pour son établissement situé sur la commune de GRAND-COURONNE, l'article 2.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 modifié susvisé, en réinstallant puis en exploitant un confinement hydraulique conforme traitant les eaux souterraines polluées du site **dès la fin du chantier d'évacuation des résidus calcinés présents dans la cellule 1 de l'entrepôt (prévue 7 semaines après le début du chantier le 12 mars 2025), où dès que les contraintes liées à la co-activité le permettront. Cette échéance peut au besoin être ajustée en cas de retard dûment justifié pris dans le chantier d'évacuation des résidus calcinés.**

Constats :

Lors de la visite sur site, il a été constaté que la barrière hydraulique n'est pas en fonctionnement. Les 19 puits de pompage sont bien présents et non endommagés (constat visuel extérieur, sans démontage et sans vérification d'un éventuel colmatage), mais non raccordés.

Les 2 réservoirs souples de 500m³ chacun sont toujours présents, mais l'un deux, précédemment endommagé, semble avoir fait l'objet d'une réparation dont l'efficacité reste à démontrer. Les agents présents sur site indiquent que le deuxième réservoir aurait une bride fuyarde, mais cela n'est ni confirmé, ni infirmé.

Le responsable de Séché Urgence Interventions présent sur site indique en accord avec la direction de Séché contactée par téléphone, qu'en l'état d'avancement actuel du chantier de retrait des batteries calcinées et autres déchets de la cellule 1, il n'y a plus de contrainte liée à de la co-activité, et que la barrière hydraulique peut être remise en exploitation sans délai.

Commentaire n°1 : postérieurement à la visite (le vendredi 13 juin), un bon de commande de réinstallation de l'ouvrage de dépollution des eaux souterraines a été signé. Cet ouvrage devrait être remis en service dès que les différents consommables seront disponibles. Il n'est donc pas donné de suites à ce stade.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Evacuation des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/12/2024, article 1

Thème(s) : Autre, Evacuation des déchets

Prescription contrôlée :

La société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 (n°SIRET : 904 768 801 00022), dont le siège social est situé 46 rue de Lagny 93100 MONTREUIL, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son établissement situé sur la commune de GRAND-COURONNE : [...]

- la 2^e phrase du 1^{er} alinéa de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2024 susvisé, en fournissant un bon de commande relatif au déblaiement des déchets de la cellule 1 **avant le 31janvier2025.**

Constats :

Lors de la visite, la société Séché Urgences Interventions (SUI) est en configuration de repli du chantier, le tonnage de déchets à évacuer ayant été commandé à la société étant atteint. Les bennes d'eau saumurée sont vides de déchets, quelques big-bags sont en cours d'égouttage avant conditionnement pour expédition en destruction.

Il est constaté sur la dalle béton de la cellule 1 la présence d'un tas de déchets chargés en lithium couvert d'une bâche. SUI indique que ce tas contient plusieurs centaines de tonnes de déchets.

Il est par ailleurs constaté que la dalle en béton de l'entrepôt est endommagée à une quinzaine d'endroits, qui correspondent aux endroits où la densité de stockage de batteries LMP était la plus forte. Ces zones sont remplies de déchets pulvérulents contenant des amas de cendres chargées en lithium à la densité très forte. 15 sondages ont été réalisés pour estimer la quantité de déchets contenant du lithium présents dans les creux de dalle : il y aurait plus de 200 tonnes de déchets, compte-tenu de leur densité très forte. La présence de ces déchets de lithium non couverts conduit à des infiltrations de lithium dans la nappe à chaque averse, les sels de lithium présents dans les déchets étant très solubles dans l'eau.

La société Séché Urgences Interventions indique au jour de la visite n'avoir reçu aucune commande pour l'évacuation de ces déchets.

Commentaire n°2 : postérieurement à la visite (le vendredi 13 juin), un bon de commande visant l'évacuation des derniers déchets chargés en lithium évoqués ci-dessus a été signé. Il n'est donc pas donné de suite au constat réalisé le 4 juin.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Démantèlement et gestion des déblais

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 28/07/2023, article 1.1

Thème(s) : Autre, Démantèlement et gestion des déblais

Prescription contrôlée :

L'exploitant soumet à l'inspection des installations classées un protocole de démantèlement et de gestion des déblais issus de l'incendie du 16 janvier 2023 avant le 31 juillet 2023. [...]

Les travaux décrits au protocole doivent débuter avant le 15 octobre 2023 et être achevés avant le 31 mars 2025.

Constats :

Le protocole attendu a été remis en septembre 2023. Il décrit de manière assez générale la méthodologie d'évacuation des déchets.

Lors de la visite, il est constaté la présence de quelques déchets pouvant présenter des risques particuliers, présents dans la cellule 4 de l'entrepôt : 2 caisses en carton contenant des batteries provenant probablement de chariots élévateurs, endommagées par l'incendie, sont présentes, ainsi que quelques fûts et bidons contenant un liquide huileux.

Demande n°1 : ces déchets devront être évacués au plus tôt, dans le cadre de la remédiation générale de l'entrepôt suite au sinistre. Ces déchets étant actuellement situés dans la cellule 4 de l'entrepôt, il paraît opportun de pouvoir les évacuer en même temps que le reste du contenu de cette cellule, prévue d'ici 1 mois.

Un bon de commande relatif à l'évacuation de ces quelques batteries et fûts est attendu avant fin

juin.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois